Propriétaire-Gérant ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS: Roubaix-Tourcoing: Trois mois. 12.50 Six mois. 26.00 Un an. 50.00

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. 15 fr. La France et l'Étranger, les frais de poste en sus. Le prix des Abonnements est payable d'avance.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LÉGALES et JUDICIAIRES

Propriétaire-Gérant ALFRED REBOUX

INSERCTIONS: Annonces: la ligne, 25 c. Réclames: 30 c. Faits divers: 50 c.

Les abonnements et les annonces sont reçues à Roubaix, au bureau du journal, à Lille, chez M. QUARRÉ, Libraire, Grand-Place, à Paris, chez MM. HAYAS, LAFFITE, et C^o, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires, (place de la Bourse); à Bruxelles, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

ROUBAIX, 20 JUILLET 1879

DÉPÊCHES DE LA NUIT

Une lettre du prince Jérôme. L'Espresso publie la lettre suivante que le prince Jérôme aurait écrite le 26 juin à l'impératrice: « Madame, Je sors du service célébré à St-Augustin pour mon brave et infortuné cousin. Je suis profondément ému; je tiens à exprimer à votre Majesté les sentiments de douleur et de sympathie dont je suis pénétré pour elle. »

DERNIÈRE HEURE

Paris, 20 juillet, 8 h. m. Le Journal officiel n'a pas encore paru. Réunion du groupe de l'Appel au peuple. Une réunion du groupe de l'Appel au peuple a eu lieu hier. Un ordre du jour, proclamant le prince Jérôme-Napoléon chef du parti, a été voté à l'unanimité des membres présents.

Après de la messe. La République française considère comme prématuré tout ce qui a été dit concernant les décisions prises à l'égard des fonctionnaires qui ont assisté à la messe dite pour le prince impérial, à Lyon, dans l'église Saint-Nizier. Ce journal ajoute cependant que l'Officiel peut indiquer aujourd'hui les mesures prises par le ministre de la guerre.

Le Silence de M. Paul Bert

Eh bien! quel jour donc M. Paul Bert? Voilà bientôt huit jours qu'il est sous le coup des démentis les plus précis, et il n'a pas encore répondu. On l'accuse de calomnie et de fausseté; on lui reproche d'avoir produit des citations tronquées, des faits mensongers, des textes falsifiés, et M. Paul Bert garde un silence obstiné.

Le Prince Jérôme et les Bonapartistes

Voici en quels termes M. Paul de Cassagnac répondait en 1874, à un article du Patriote de la Corse qu'il attribuait au prince Napoléon: « Reprocher à M. Rouher d'avoir trahi l'empereur, ce serait de la démente de la part du premier venu, mais c'est du cynisme de la part de celui qui rêve, à cette heure, de supplanter son neveu et qui n'a jamais mis les pieds sur un champ de bataille que pour se sauver précipitamment. »

puisqu' M. Paul Bert, ainsi chargé, ne répond pas. Et cependant, les accusations sont formelles. On en juge par cet extrait de la remarquable lettre de Mgr Freppel: « Mais voici qui est plus fort. Vous invitez la Chambre à contrôler le texte suivant: « Tityrus, pasteur de brebis, a été condamné par le tribunal à l'amende et à des dommages-intérêts pour avoir commis certains délits dans un champ avec son troupeau; mais il juge, ce pasteur malheureux, que la sentence est inique. — Le casuiste, dites-vous, en parlant du P. Gury, se demande si Tityrus peut se composer des dommages-intérêts sur les biens du particulier qui le poursuit, et de l'amende sur les biens du fisc. Et il répond affirmativement sans hésitation. »

« Voilà, monsieur le député, la solution que vous prêtez au P. Gury. Eh bien! j'ai le regret de vous dire que vous avez étrangement abusé de la confiance de vos auditeurs. Dans le cas particulier que vous avez cru devoir soumettre au jugement de la Chambre, le casuiste a répondu précisément le contraire de ce que vous lui imputez. Vous faites dire au P. Gury que Tityrus a pu légitimement se composer des dommages-intérêts sur les biens du particulier qui le poursuit et de l'amende sur les biens du fisc; et le P. Gury déclare, au contraire, que ce Tityrus a pu injustement exiger des dommages-intérêts sur les biens du particulier qui le poursuit, et de l'amende sur les biens du fisc. »

La République et l'Armée.

On écrit de Versailles, 17 juillet: « Les alléguées révélations faites hier, à la tribune de la Chambre, par MM. le comte de Roys, Le Faure et Kératry ont soulevé une émotion dont on retrouverait encore aujourd'hui la trace dans les conversations de couloirs. Les députés, peu versés dans les questions militaires (et ils forment le plus grand nombre), ont été, à ce sujet, douloureusement surpris que leur avis eût causé la démonstration de l'état déplorable de notre armée. »

« Eh quoi! il est donc admis qu'il n'y a pas de justice dans la commission du budget de l'emploi de sommes considérables, depuis six ans, le désordre le plus complet a régné dans le service d'habillement, qu'aucune espèce de contrôle n'a été exercée au ministère de la guerre, que la compagnie moyennant un certain nombre de douzaines de soldats qui ne sont pas dans le rang, compte cinquante-huit hommes, y compris les engagements conditionnels, soldats et caporaux; qu'à la dernière revue de Longchamps, il y avait des régiments composés de trois ou quatre régiments différents, et qu'au lieu d'avoir l'effectif budgétaire de 1,020 soldats, les régiments présentaient seulement 440 hommes! »

« Voilà donc où nous en sommes après huit années d'efforts et plusieurs milliards de dépenses! La République s'amuse à destiner des généraux, à offrir des épées d'honneur aux Labordets, à appeler la Marcelline à nos soldats, à introduire la politique, c'est-à-dire l'indiscipline, dans l'armée. Ce travail suffit à son ambition. A nos modernes Carnot, il importe assez peu que notre armée soit puissante et nombreuse pourvu qu'elle soit républicaine. D'ailleurs M. Gambetta trouvera toujours assez de soldats pour ses escadrons. Un escadron, et c'est assez, de moins pour le moment, car rien ne prouve que, dans un avenir prochain, le pacha du Palais-Bourbon n'élève ses prétentions jusqu'à un régiment (en latin regimen, d'après M. Castagnary). »

« Les alléguées révélations faites hier, à la tribune de la Chambre, par MM. le comte de Roys, Le Faure et Kératry ont soulevé une émotion dont on retrouverait encore aujourd'hui la trace dans les conversations de couloirs. Les députés, peu versés dans les questions militaires (et ils forment le plus grand nombre), ont été, à ce sujet, douloureusement surpris que leur avis eût causé la démonstration de l'état déplorable de notre armée. »

« Eh quoi! il est donc admis qu'il n'y a pas de justice dans la commission du budget de l'emploi de sommes considérables, depuis six ans, le désordre le plus complet a régné dans le service d'habillement, qu'aucune espèce de contrôle n'a été exercée au ministère de la guerre, que la compagnie moyennant un certain nombre de douzaines de soldats qui ne sont pas dans le rang, compte cinquante-huit hommes, y compris les engagements conditionnels, soldats et caporaux; qu'à la dernière revue de Longchamps, il y avait des régiments composés de trois ou quatre régiments différents, et qu'au lieu d'avoir l'effectif budgétaire de 1,020 soldats, les régiments présentaient seulement 440 hommes! »

La République et l'Armée.

« Les alléguées révélations faites hier, à la tribune de la Chambre, par MM. le comte de Roys, Le Faure et Kératry ont soulevé une émotion dont on retrouverait encore aujourd'hui la trace dans les conversations de couloirs. Les députés, peu versés dans les questions militaires (et ils forment le plus grand nombre), ont été, à ce sujet, douloureusement surpris que leur avis eût causé la démonstration de l'état déplorable de notre armée. »

« Eh quoi! il est donc admis qu'il n'y a pas de justice dans la commission du budget de l'emploi de sommes considérables, depuis six ans, le désordre le plus complet a régné dans le service d'habillement, qu'aucune espèce de contrôle n'a été exercée au ministère de la guerre, que la compagnie moyennant un certain nombre de douzaines de soldats qui ne sont pas dans le rang, compte cinquante-huit hommes, y compris les engagements conditionnels, soldats et caporaux; qu'à la dernière revue de Longchamps, il y avait des régiments composés de trois ou quatre régiments différents, et qu'au lieu d'avoir l'effectif budgétaire de 1,020 soldats, les régiments présentaient seulement 440 hommes! »

« Voilà donc où nous en sommes après huit années d'efforts et plusieurs milliards de dépenses! La République s'amuse à destiner des généraux, à offrir des épées d'honneur aux Labordets, à appeler la Marcelline à nos soldats, à introduire la politique, c'est-à-dire l'indiscipline, dans l'armée. Ce travail suffit à son ambition. A nos modernes Carnot, il importe assez peu que notre armée soit puissante et nombreuse pourvu qu'elle soit républicaine. D'ailleurs M. Gambetta trouvera toujours assez de soldats pour ses escadrons. Un escadron, et c'est assez, de moins pour le moment, car rien ne prouve que, dans un avenir prochain, le pacha du Palais-Bourbon n'élève ses prétentions jusqu'à un régiment (en latin regimen, d'après M. Castagnary). »

La Liberté vient de publier une lettre bien amusante, émanant du ministère de l'intérieur. Il s'agit d'un pauvre journaliste pris d'un zèle ardent pour la République et qui, pendant la dernière période électorale, avait été envoyé dans un département pour combattre un des candidats que le parti républicain redoutait le plus. Il a réussi. Aujourd'hui, il demande la récompense honorée à laquelle il se croit des droits. Il a donc réclamé une petite sous-préfecture, n'importe où, le moindre gain demeurant devant combler ses vœux.

Voici la lettre par laquelle le ministère a repoussé sa réclamation: MINISTÈRE 10 avril 1870. de l'Intérieur et des Cultes

Monsieur, Je regrette qu'un accident ne m'ait permis d'être à votre disposition ce matin. Je voudrais vous en signifier un autre rendez-vous, mais dans mon état actuel de santé et avec les obligations de service qui m'incombent, je craindrais de vous déranger inutilement. Votre situation n'est d'ailleurs connue MM. Martin-Failliez et Foubert m'en ont entretenu, et, malgré tout le désir que j'aurais d'être agréable à mon vieux ami Marais, je ne puis vous laisser aucun espoir de voir se réaliser, à bref délai, votre désir d'être appelé à une sous-préfecture.

« Un mouvement, qui ne saurait être prochain, laisse quelques postes vacants, les titulaires en sont déjà choisis dans la pensée du ministre, et l'administration est décidée à revenir à l'avancement hiérarchique, sans lequel se perpétuerait l'état de désordre et d'indiscipline contre lequel il faut lutter aujourd'hui. »

« On a en tort de bombarder (sic) dans les préfectures et les sous-préfectures une certaine nombre de fonctionnaires improvisés, venus à coup sûr des rangs républicains et chauds de la bataille contre la réaction, mais incapables de gérer comme il convient les intérêts des populations. Aujourd'hui, il faut, avant tout, des administrateurs habiles, prudents, instruits et froids. Et le ministre compte les prendre dans les rangs de ses collaborateurs, parmi les plus laborieux et les plus dignes. »

« Cette lettre est un pur chef-d'œuvre! Triboulet eût voulu se moquer du gouvernement qu'il n'aurait pas mieux trouvé; et si cette lettre n'était pas absolument authentique, on pourrait la croire fabriquée dans les bureaux du ministère. »

« Ainsi, voilà un attaché au cabinet du ministre qui constate lui-même « l'état de désordre et d'indiscipline » de l'administration; — le tort qu'on a eu de bombarder préfets ou sous-préfets des gens absolument incapables; — le besoin qu'on a d'hommes « habiles, prudents, instruits et froids. »

Tous les arguments contre les congrégations religieuses, contre les jésuites en particulier, ont été épuisés à la Chambre des députés, et ces arguments sont des faux. Le discours de M. Paul Bert ne pourra plus être refait au Sénat; la calomnie est confondue. Il ne reste plus rien à dire, plus de prétexte à alléguer à l'appui des projets de l'opportuniste. Il faut déclarer franchement qu'on veut se débarrasser des jésuites, parce que tel est l'ordre de la franc-maçonnerie et des comités démagogiques. Déjà les journaux de la guerre au cléricalisme ont passé de la discussion à la menace.

Depuis le Journal des Débats jusqu'à la République française, tous laissent de côté les considérations juridiques ou politiques, alléguées en faveur de l'art. 7, pour invoquer les mesures discrétionnaires du décret de messidor. Il y a un mot d'ordre dans la presse radicale, de peser sur les délibérations du Sénat par la menace d'un retour de la législation révolutionnaire. Le XIX^e Siècle dit crûment, que si l'article 7 était repoussé par le Sénat, le lendemain, à la Chambre des députés, « un des membres de la gauche monterait à la tribune et, dans une interpellation, réclamerait purement et simplement l'expulsion des jésuites. »

« Le Rappel ajoute qu'« il n'y aura pas besoin, pour atteindre ce but, de recourir au Sénat; la loi existe et n'est pas à faire; il ne s'agit que de la mettre en vigueur, et il sera difficile au Sénat de s'opposer à l'exécution des prescriptions légales. »

« Le Sénat va donc délibérer sous le coup d'une menace qui fait aux congrégations religieuses une situation pire que celle de l'article 7; mais en même temps, il sait que les partisans de la loi Ferry, à la Chambre des députés, se reconnaissent dénués de toute raison, de tout prétexte, par cela seul qu'ils annoncent l'intention de recourir à la violence pour arriver à leurs fins. La loi Ferry prend devant le Sénat le caractère qui lui convient: c'est un coup de force qu'on exécutera par tous les moyens, et par la violence à défaut d'une loi. »

« C'est en vain que les opportunistes voudront donner à une mesure de persécution l'apparence de la légalité. Le décret de messidor, qu'ils invoquent, ne leur suffit pas. Pour chasser les jésuites du territoire, s'ils ne peuvent pas les exclure de l'enseignement, il leur faudra recourir à la force brutale toute seule et en agir non-seulement contre le droit commun, mais au mépris des lois de 1830 et 1873, qui consacrent l'existence des jésuites. »

« On a là-dessus le témoignage de M. Jules Ferry lui-même. Répondant à M. Madier-Montjau, qui invoquait précisément cette prétendue législation de thermidor contre le projet en discussion, le ministre de l'instruction publique disait, dans la séance du 8 juillet: « L'honorable M. Madier de Montjau a commencé par attaquer l'article 7. Il le déclare à la fois inutile et dangereux. Inutile, parce que les lois actuelles suffisent, que nous avons démontré qu'elles sont pleines de vie, qu'elles doivent être exécutées, et que le droit de dissolution, que le décret de messidor et l'ensemble de notre législation ont mis dans nos mains, répond à tous les besoins du présent. »

« Je crois qu'il est aisé de répondre à l'une et à l'autre objection. L'article 7, dites-vous, est inutile, et le décret de messidor se suffit à lui-même. Je ne le crois pas, messieurs! Vainement l'honorable M. Madier de Montjau affirmait-il au Sénat; la calomnie est confondue. Il ne reste plus rien à dire, plus de prétexte à alléguer à l'appui des projets de l'opportuniste. Il faut déclarer franchement qu'on veut se débarrasser des jésuites, parce que tel est l'ordre de la franc-maçonnerie et des comités démagogiques. Déjà les journaux de la guerre au cléricalisme ont passé de la discussion à la menace. »

« Les congrégations religieuses, contre les jésuites en particulier, ont été épuisés à la Chambre des députés, et ces arguments sont des faux. Le discours de M. Paul Bert ne pourra plus être refait au Sénat; la calomnie est confondue. Il ne reste plus rien à dire, plus de prétexte à alléguer à l'appui des projets de l'opportuniste. Il faut déclarer franchement qu'on veut se débarrasser des jésuites, parce que tel est l'ordre de la franc-maçonnerie et des comités démagogiques. Déjà les journaux de la guerre au cléricalisme ont passé de la discussion à la menace. »

« Les congrégations religieuses, contre les jésuites en particulier, ont été épuisés à la Chambre des députés, et ces arguments sont des faux. Le discours de M. Paul Bert ne pourra plus être refait au Sénat; la calomnie est confondue. Il ne reste plus rien à dire, plus de prétexte à alléguer à l'appui des projets de l'opportuniste. Il faut déclarer franchement qu'on veut se débarrasser des jésuites, parce que tel est l'ordre de la franc-maçonnerie et des comités démagogiques. Déjà les journaux de la guerre au cléricalisme ont passé de la discussion à la menace. »

« Les congrégations religieuses, contre les jésuites en particulier, ont été épuisés à la Chambre des députés, et ces arguments sont des faux. Le discours de M. Paul Bert ne pourra plus être refait au Sénat; la calomnie est confondue. Il ne reste plus rien à dire, plus de prétexte à alléguer à l'appui des projets de l'opportuniste. Il faut déclarer franchement qu'on veut se débarrasser des jésuites, parce que tel est l'ordre de la franc-maçonnerie et des comités démagogiques. Déjà les journaux de la guerre au cléricalisme ont passé de la discussion à la menace. »

« Les congrégations religieuses, contre les jésuites en particulier, ont été épuisés à la Chambre des députés, et ces arguments sont des faux. Le discours de M. Paul Bert ne pourra plus être refait au Sénat; la calomnie est confondue. Il ne reste plus rien à dire, plus de prétexte à alléguer à l'appui des projets de l'opportuniste. Il faut déclarer franchement qu'on veut se débarrasser des jésuites, parce que tel est l'ordre de la franc-maçonnerie et des comités démagogiques. Déjà les journaux de la guerre au cléricalisme ont passé de la discussion à la menace. »

« Les congrégations religieuses, contre les jésuites en particulier, ont été épuisés à la Chambre des députés, et ces arguments sont des faux. Le discours de M. Paul Bert ne pourra plus être refait au Sénat; la calomnie est confondue. Il ne reste plus rien à dire, plus de prétexte à alléguer à l'appui des projets de l'opportuniste. Il faut déclarer franchement qu'on veut se débarrasser des jésuites, parce que tel est l'ordre de la franc-maçonnerie et des comités démagogiques. Déjà les journaux de la guerre au cléricalisme ont passé de la discussion à la menace. »

Feuilleton du Journal de Roubaix

DU 21 JUILLET — 63 —

LA VIEILLESSE

DE MONSIEUR LECOQ

Par M. F. DU BOISGOBBY

PREMIÈRE PARTIE

M. LECOQ se débâte

I.

Enfin, il a toujours montré un caractère tout à la fois violent et dissimulé. Un tel homme a bien pu préparer et exécuter les deux crimes de la rue de l'Arbalète. En conséquence de quoi, Lecoq (Louis-Albert), est accusé d'avoir, etc., etc. La lecture de cet acte d'accusation fut écoutée par les jurés et par le public de l'audience avec une attention religieuse. Le nabab lui-même n'en perdit pas un mot, car il comprenait parfaitement le français. Louis Lecoq l'entendait avec un air d'indifférence qui était bien fait pour étonner les plus vieux habitués de la cour d'assises. On aurait juré que ce n'était pas de lui qu'il s'agissait.

Il se leva de nouveau, sur l'invitation du président, qui lui dit: — Les charges relevées contre vous sont graves. Vous les discuterez au cours de l'interrogatoire.

Mais je dois d'abord vous demander si vous persistez à nier toute participation aux crimes dont vous êtes accusé. — Absolument, répondit d'un ton ferme Louis Lecoq.

— Alors, il est de mon devoir de vous faire observer que vous vous engagez dans une mauvaise voie. Vous allez me comprendre.

L'accusation affirme et elle prétend prouver que vous êtes l'auteur de deux meurtres execrables.

Mais elle s'abstient de préciser le mobile qui vous a poussé à les commettre.

Vous êtes trop intelligent pour ne pas sentir que votre culpabilité serait aggravée ou atténuée, selon que vos actes auraient été ou tels que.

Ainsi, par exemple, s'il était établi que vous avez frappé M. Lheureux et Marie Fassit dans un accès de colère, vous seriez certainement plus excusable que si vous les aviez tués avec préméditation.

— Je n'ai aucune excuse à invoquer. Je suis innocent, voilà tout.

Cette réponse, faite simplement, produisit une vive impression.

— C'était dans votre intérêt que je vous engageais à changer de système, reprit le président. Peut-être regretterez-vous de ne pas avoir suivi mon conseil.

Je vous invite maintenant à répondre nettement aux questions que je vais vous adresser.

Elles ne doivent pas vous embarrasser, puisque vous êtes innocent.

A quelle époque êtes-vous rentré en France? — Il y a six ans.

— Vous venez d'Allemagne? — Oui, monsieur. De Heideberg, où j'étudiais à l'université.

— N'y fréquentez-vous pas assiduellement la maison d'un docteur en théologie? — Oui. J'avais demandé la main de sa fille et je l'avais obtenue, mais mon père s'est opposé à ce mariage.

— Nous reviendrons sur ce point tout à l'heure. Vous avez, avant de séjourner en Allemagne, habité l'Angleterre? — Oui, pendant plusieurs années.

— Alors, vous parlez anglais? — Parfaitement.

— Quelles étaient vos relations en Angleterre? — Celles que peut avoir un garçon de seize ans, élevé d'un pensionnat, où on est plus libre que chez les collègues ne le sont en France. J'étais reçu chez quelques fermiers aisés des environs.

— Vous avez même essayé d'enlever la fille d'un de ces fermiers.

— C'est vrai, monsieur.

— Comment s'appelait-elle? — Georgina Smith.

— C'est exact. Mais n'avez-vous pas, à cette même époque, connu à Londres, ou dans la banlieue de Londres, une femme nommée Marie Fassit? — Non, monsieur. Si vous voulez parler

de celle qui a été assassinée rue de l'Arbalète, je vous prie de remarquer que douze ans se sont écoulés depuis que j'ai quitté l'Angleterre. Il y a douze ans, cette femme devait être un enfant.

— En effet, vous pouvez savoir à peu près l'âge qu'elle avait lorsqu'on l'a tuée, puisque vous êtes allé voir son cadavre à la Morgue.

— Je n'ai jamais nié cela, dit sans aucun embarras l'accusé.

— Passons, reprit le président.

Vous êtes revenu en France l'année de la guerre, vous vous êtes engagé dans un régiment de marche et vous vous êtes bien comporté pendant la campagne.

— Ensuite, vous avez fait votre droit jusqu'au doctorat, vous êtes entré dans une étude et vous vous proposez d'acheter une charge de notaire. La fortune de votre père vous le permettait.

— Enfin, vous étiez sur le point d'épouser une jeune fille appartenant à une très-honorable famille.

Louis Lecoq s'inclina en signe d'acquiescement, mais il ne répondit pas, et les belles curieuses qui l'observaient crurent voir qu'il plaisait.

— Quelle vie menez-vous à Paris? lui demanda sans transition le président.

— Une vie assez retirée, Je n'aime pas le monde; j'y allais donc fort peu. J'étais très-occupé d'ailleurs, et je consacrais à mon père tous mes instants de liberté.

— Pardon, vous passiez en effet avec votre père toutes vos journées du dimanche? — Mais que faisiez-vous de vos soirées dans la semaine?

— Il m'arrivait souvent de retourner à l'étude après mon dîner. Quand je n'y étais pas obligé, je rentrais chez moi et je travaillais.

— A votre âge, c'est peu probable. Votre concierge, du reste, a déposé que, depuis la fin de l'été dernier, vous rentriez souvent après minuit.

— J'allais quelquefois au théâtre.

— J'admets cela; mais vous avouerez qu'il est surprenant que vous n'ayez jamais employé autrement les heures dont vous pouviez disposer le soir.

L'accusation affirme que vous les passiez rue de l'Arbalète.

— Je n'ai jamais trompé. Dans ces derniers temps, je les passais à Boulogne.

— Chez Mme Lecomte. Ce point n'est pas contesté. Mais vous vous retirez à dix heures, quelquefois plutôt.

Ainsi, le soir du 13 janvier, vous êtes parti à neuf heures et demie.

— C'est possible.

— Qu'avez-vous fait ensuite?

— J'ai pris le tramway qui m'a déposé à la place de la Concorde, et je suis allé de là chez moi.

faisant le tour par la rue Montmartre, les boulevards et la rue de la Paix.

— Vous choisissiez mal votre temps pour vous promener. Il faisait ce soir-là un froid très-vif. Il neigeait.

— J'avais mal à la tête, et je sentais le besoin de prendre l'air.

Cette réponse provoqua dans le public de l'audience un léger murmure, et le président reprit lentement:

— L'accusation soutient que vous êtes allé rue de l'Arbalète, que vous êtes entré dans le pavillon à minuit, et que, surpris par les agents placés là en surveillance, vous leur avez échappé en leur exhibant une carte de police de sûreté.

Car, vous avez reconnu devant le juge d'instruction que vous avez eu en votre possession la carte de votre père, qui a appartenu autrefois à ce service.

— J'ai trouvé en effet cette carte dans les papiers de mon père et je l'ai prise; mais je l'ai brûlée. Il est inutile que je vous explique pourquoi j'avais hâte de la détruire.

— En effet. La respectable famille à laquelle vous étiez sur le point de vous allier ignorait que vous étiez le fils d'un ancien agent secret. Vous aviez donc intérêt à faire disparaître une pièce qui rappelait le passé de votre père.

On peut vous objecter cependant qu'il était impossible que cette pièce tombât jamais entre les mains de Mme Lecomte ou dans celles de sa fille.

Au surplus, les agents qui surveillaient le pavillon vous ont parfaitement reconnu.

A suivre